

# Des marchés publics socialement responsables

S'il est des domaines où il est permis de puiser à volonté dans l'expérience des autres, celui de l'encadrement des marchés publics en est un. A l'heure de la globalisation, il n'est pas honteux de s'inspirer de modèles étrangers dès lors qu'ils procurent un gain quelconque pour la communauté nationale.

A ce titre, la Commission européenne vient de publier un guide sur les appels d'offres publics avec clauses de responsabilité sociale qui devrait inspirer nos décideurs dans la mise en œuvre du dernier dispositif législatif relatif à la question – inapplicable en son état actuel.

Avec la publication de son *Guide to taking account of social considerations in public procurement* (Guide de la prise en compte des considérations sociales dans la passation de marchés publics), la Commission européenne déclare vouloir exploiter cette contribution «de deux manières : (a) en renforçant la sensibilisation des pouvoirs adjudicateurs aux avantages liés aux biens et services qui procurent des bénéfices sociaux et (b) en expliquant quelles sont les opportunités offertes par le cadre juridique communautaire actuel lorsque les marchés publics prennent en compte les considérations sociales».

La Commission fixe un double objectif aux marchés publics : participer à la préservation de la concurrence et peser dans l'orientation du marché vers une meilleure prise en compte de l'environnement ou encore dans une direction socialement plus responsable, comme aider au respect de la législation sociale et du travail, stimuler l'intégration, promouvoir l'inclusion sociale des personnes vulnérables comme les handicapés ou encore encourager l'égalité salariale entre les hommes et femmes. Une démarche qui s'inscrit dans la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Les directives européennes qui encadrent les règles en vigueur touchent un levier économique de taille puisque les marchés publics représentent 17% du PIB des Etats membres de l'Union européenne. Cela reste une moyenne.

Il faut dire que la Commission a beaucoup à faire, notamment dans les pays de la rive sud. Pour prendre un exemple qui nous inspire souvent, selon l'Observatoire économique de l'achat public (OEAP), les marchés publics de plus de 90 000 euros avec clauses sociales ne représentaient en France, en 2009, que 1,9% de l'ensemble des marchés publics.

Autant dire une goutte d'eau dans l'océan : 1419 marchés publics sur un total de 72 823 pour un montant global de près de 80 milliards d'euros !

En clair, la valeur technique de l'offre de l'entreprise devrait englober la dimension sociale et environnementale et c'est de la part des collectivités locales que l'effort principal de redressement est attendu.

Compte tenu de l'origine des ressources (d'énergie énergétique) qui alimentent la commande publique, le guide de la Commission européenne prend alors une signification particulière dans ces pays, particulièrement chez nous où il mérite de faire l'objet de tout un Meda (ces fameux plans de soutien à la mise à niveau des pays associés)...

Le document de référence qui fixe les clauses de responsabilité sociale recense les principaux enjeux de «acheter social», arrête la stratégie d'organisation pour «acheter social», identifie les besoins et la planification des marchés. Les nouvelles orientations de la Commission viennent étoffer un dispositif déjà assez fourni. Les fondements juridiques de la passation des marchés publics dans l'Union européenne sont donnés par les directives 2004/17/CE1 et 2004/18/CE2 (les «directives marchés publics»), qui délimitent les espaces sociaux à prendre en compte. Ils doivent en particulier être liés à l'objet du marché et proportionnés à ses exigences et les principes de l'offre économiquement la plus avantageuse (ou présentant le meilleur rapport qualité/prix) et d'égalité d'accès pour tous les fournisseurs de l'UE doivent être respectés.

Au fil des ans, ce sujet a été développé par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), par une communication de la Commission européenne en 2005 et par une étude publiée par la Commission en 2003 et portant sur la diversité et l'égalité sur les marchés publics<sup>3</sup>.

Pour faire bref, les objectifs de politique sociale dévolus aux marchés publics mettent en avant la promotion des possibilités d'emploi, du travail décent, de l'accessibilité et de la conception pour tous, du respect des droits sociaux et du travail ; le soutien de l'inclusion sociale et la promotion des organisations d'économie sociale, etc.

La promotion des «possibilités d'emploi» concerne l'embauche des jeunes, la représentation équilibrée des femmes et des hommes (par exemple, l'équilibre vie privée/vie professionnelle ou la lutte contre la ségrégation sectorielle et professionnelle), les possibi-

tés d'emploi pour les chômeurs de longue durée et les travailleurs âgés ou pour les personnes handicapées, notamment au moyen «d'environnements de travail inclusifs et accessibles».

La promotion du «travail décent» réhabilite un concept universel qui repose sur la conviction que «les personnes ont droit à un emploi productif dans des conditions de liberté, d'égalité, de sécurité et de respect de la dignité humaine». Le programme pour un travail décent repose sur quatre piliers d'égale importance et interdépendants : le droit à un travail productif librement choisi, les principes et droits fondamentaux au travail, un emploi assurant un revenu décent et enfin la protection sociale et le dialogue social. L'égalité entre les femmes et les hommes et la non-discrimination sont considérées comme des questions transversales dans le programme pour un travail décent.

La promotion du respect des «droits sociaux et du travail» concerne, notamment, le respect de la législation nationale et des conventions collectives conformes au droit communautaire, le respect du principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, y compris le principe d'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, et promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, le respect de la législation en matière de santé et de sécurité au travail et la lutte contre la discrimination fondée sur d'autres critères (âge, handicap, origine raciale, religion ou convictions, orientation sexuelle, etc.) et la promotion de l'égalité des chances. Par l'inclusion sociale et la promotion des organisations d'économie sociale, la Commission favorise l'égalité d'accès aux appels d'offres pour les entreprises dont les propriétaires ou les employés sont issus de minorités ethniques ou autres (coopératives, entreprises sociales et organisations sans but lucratif).

Au titre de la promotion de l'«accessibilité et de la conception pour tous», il est ciblé la mise en place de dispositions obligatoires dans les spécifications techniques pour assurer, par exemple, l'accès des personnes handicapées aux services publics, aux édifices publics, aux transports publics, aux biens et services publics d'information et de communication, y compris les applications Web. La question-clé est d'acheter des biens et des services accessibles pour tous.

Prenons garde : dans un contexte général de relâchement croissant des solidarités familiales, une société qui perd de vue la protection des handicapés n'inspi-

re aux autres que du mépris et ne suffit pas de se draper de bonnes intentions ou de bons sentiments moraux, religieux, culturels ou autres pour voiler une réalité souvent amère à l'endroit de cette catégorie de la population, pour s'exonérer de ses responsabilités.

Il est également question de prise en compte des questions de «commerce équitable», de développement de l'engagement volontaire en faveur de la «responsabilité sociale des entreprises» (RSE), ce qui suppose que les entreprises acceptent de leur plein gré de devancer la législation et d'agir en faveur des objectifs environnementaux et sociaux dans leurs activités quotidiennes.

Autre orientation-clé : la promotion des «PME» dans la mesure où elles sont concernées par les considérations précédentes. Pour cela, il est attendu qu'il soit fait en sorte que la taille des marchés ne soit pas en soi un obstacle à la participation des PME en leur donnant suffisamment de temps pour préparer leurs offres, en effectuant les paiements en temps et en heure, en définissant des exigences proportionnées sur le plan économique et des qualifications, etc.

Les avantages potentiels avoués des appels d'offres publics avec clauses de responsabilité sociale ne sont pas des moindres : aider au respect de la législation sociale et du travail, y compris les engagements et programmes politiques nationaux et internationaux en la matière ; stimuler la responsabilité sociale des marchés ; faire preuve de responsabilité sociale en matière de gouvernance ; stimuler l'intégration ; rationaliser les dépenses publiques. Tout un chantier et une source précieuse d'inspiration.

A. B.

(\*)[http://ec.europa.eu/employment\\_social/fundamental\\_rights/public/arc\\_en.htm#Leaf1](http://ec.europa.eu/employment_social/fundamental_rights/public/arc_en.htm#Leaf1) ets).



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Prenez une douche, vite ! Vous puez la trouille !

Abdekka préside aujourd'hui un Conseil des ministres. Sur la table, deux ordonnances. Une de...

... Rhumafed et l'autre de Médiateur !

Alors ? C'est ça le débat ? Hada ma yella ? Vous n'avez rien trouvé d'autre comme sujet de discussion que la «présence ou non de Sadi dans les marches du 12 et du 19» ou encore les «tentatives de récupération de la Coordination par le RCD» ? Ben dis donc ! Vous ne nous parlez plus que de cela. Saïd Sadi est soudain devenu le problème numéro 1 de l'Algérie. De votre salon douillet, les persiennes et les fenêtres fermées, et les rideaux opaques tirés, vous nous jurez que vous seriez allés marcher si et seulement si Sadi ne figurait pas parmi les marcheurs. Ah ! La belle affaire ! Le suprême courage. L'inimitable bravoure en pantoufles et pyjama ! La vérité elle pue. Elle pue de la même manière que vous suintez mauvais des aisselles. Cette peur d'y aller, de prouver qu'il y a une démocratie au-delà d'un clic sur Facebook. Et pour masquer votre peur, vous agitez Sadi sous notre nez. Vous l'agitez même plus fort que vous n'auriez agité Abdekka, pourtant le seul vrai bourourou dans cette histoire. Quel cruel dilemme que celui qui vous agite en ce moment. Vous n'avez pas le cran de créer votre révolution du jasmin, vous n'avez pas l'intelligence d'occuper votre place Tahrir. Alors, et pour détourner notre attention olfactive des relents horribles qui se dégagent de vos frocs, vous nous proposez l'os Sadi à mordiller. Vous nous sortez de vos entrailles bourrées de paille un combat à enga-

ger contre un leader politique qui, lui, y va. Oui ! Sadi y va. Et ça, vous ne pouvez le gober, parce que prisonniers de vos sofas et de votre douillet confort. Il vous emmerde au plus profond ce dirigeant du RCD qui descend dans l'arène, qui fait face aux flics chargés de la castagne. Il vous emmerde parce qu'il vous place en mode «lâcheté». Lâcheté non assumée et qui s'agrippe lamentablement à ce mauvais et pitoyable alibi. Bonté divine ! De quel droit devrait-on interdire à un dirigeant de parti d'opposition de faire de l'opposition, dans la rue, en première ligne ? Qui a décrété que le RCD n'avait pas le droit d'intégrer une marche, une coordination et un mouvement appelant au départ du régime ? La vérité, oui, une autre vérité, c'est que Sadi présent ou non dans ces marches, vous n'y seriez pas allés, de toutes les façons. Pour une raison toute simple. On ne se fait pas virtuellement manifestant de la place Tahrir ou de la place de la Perle. La vérité, et je vous rassure, c'est la dernière, c'est que vous chlinguez la peur. Et terrorisés à l'idée même de vous retrouver en face de la matraque et des balles, vous vérifiez que votre porte est bien fermée à double tour, vous vous dirigez vers votre ordinateur et avec vos doigts encore humides de trouille vous tweetez : «Je t'assure que j'y serais allé s'il n'y avait pas Sadi !» S'il vous plaît, profitez du fait que vous soyez à la maison et prenez une douche, vite. L'odeur que dégage votre couardise devient insupportable ! Intolérable ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Publicité

Disponible en 4x4 & 4x2

PRODUIT SUD-CORÉEN

SARL EMIN AUTO

**SSANGYONG**  
Le spécialiste du 4x4 sud coréen

à partir de **1.890.000DA** licence moudjahidine  
**2 ANS OU 100 000KM** DE GARANTIE

**korando**

**Direction Commerciale:**  
Tél:00213.21 24 96 14-24 93 24  
00213.21 24 94 59-24 95 48  
Fax:00213.21 24 66 66-24 93 33

**SERVICE APRES VENTE ET PIECES DE RECHANGE ASSURES 24/24H**

POSSIBILITE DE  
**Leasing**

Finance jusqu'à **100%**  
les besoins des **Entreprises**  
et des **Professionnels**

**SOCIETE GENERALE ALGERIE**

Motorisation **D20DT 175 CH EURO 5(A/C)** Direction assistée/  
lève vitre(Av-Ar)(ABS)(SRS)/4x2-4x4(a commande manuel)/  
verrouillage centralisé avec télécommande.